

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-31 du 27 septembre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce adopte une proposition de réglementation bannissant les véhicules connectés comportant des composants d'origine chinoise ou russe
2. Le groupe de travail économique bilatéral entre les États-Unis et la Chine se réunit à Pékin

Climat – énergie – environnement

3. La Maison-Blanche annonce une feuille de route avec l'Inde sur les chaînes d'approvisionnement en énergie propre

Transport et infrastructure

4. Le GAO appelle la FAA à améliorer et à accélérer le processus de modernisation des systèmes de contrôle du trafic aérien

Industrie

5. Qualcomm a approché Intel dans l'optique d'une prise de contrôle

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. L'USDA investit 466,5 M\$ dans l'aide alimentaire et les projets de développement agricole à l'international

Numérique et innovation

7. La FTC poursuit cinq entreprises pour pratiques trompeuses dans le cadre de l'initiative Operation AI Comply
8. Sam Altman, PDG d'Open AI, annonce l'arrivée de la « superintelligence » dans « quelques milliers de jours »

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce adopte une proposition de réglementation bannissant les véhicules connectés comportant des composants d'origine chinoise ou russe

Le Département américain du Commerce a [publié](#) le 23 septembre une proposition de réglementation visant à contrôler les flux de données collectés par les véhicules connectés vers la Chine et la Russie. Cette proposition de réglementation, qui fait suite à la publication en février dernier d'un avis préalable [voir [Brèves sectorielles du 1^{er} mars 2024](#)], prévoit l'interdiction d'importer ou de commercialiser sur le territoire américain des véhicules intégrant des systèmes de connectivité des véhicules (VCS) ou des systèmes de conduite automatisés (ADS) conçus par des entités chinoises ou russes. S'agissant des VCS, le matériel nécessaire à leur conception et les logiciels abritant une connectivité supérieure à 450 megahertz seront visés, tandis que pour les ACS seuls les logiciels seront concernés par la réglementation. La proposition de réglementation prévoit certaines exceptions, notamment pour les importateurs de matériel VCS ou les fabricants de véhicules connectés produisant moins de 1 000 unités par an. En matière de calendrier, la réglementation prévoit une période de transition de 1 an pour les logiciels couverts par la réglementation et de 4 ans pour le matériel (« VCS hardware »). Ces nouvelles mesures ont été [présentées](#) par la Maison-Blanche comme participant d'une stratégie destinée à « répondre aux menaces que représentent les automobiles et les chaînes d'approvisionnement étrangères ». À l'occasion d'une intervention le 23 septembre devant le Detroit Economic Club, la directrice du Conseil économique national (NEC) de la Maison-Blanche Lael Brainard a [déclaré](#) à cet égard que l'administration s'attachait à « protéger l'industrie automobile [américaine] des risques de sécurité [tout en] veillant à ce que la Chine n'exerce pas une concurrence déloyale », soulignant la volonté de l'administration Biden de « mettre en place des garde-fous avant qu'un afflux d'automobiles chinoises à des prix inférieurs ne vienne compromettre la capacité du secteur automobile américain à être compétitif sur la scène mondiale ». Le contenu de cette proposition de réglementation sur les véhicules connectés est soumis à un appel à commentaires publics jusqu'au 28 octobre.

2. Le groupe de travail économique bilatéral entre les États-Unis et la Chine se réunit à Pékin

Le 20 septembre, le groupe de travail économique bilatéral entre les États-Unis et la Chine s'est réuni pour la cinquième fois, à Pékin. Selon le communiqué du Département du Trésor, les discussions ont notamment [porté](#) sur les politiques mises en œuvre pour soutenir une croissance équilibrée des économies nationale et mondiale. Les représentants du Département du Trésor ont également évoqué les enjeux liés aux surcapacités croissantes de l'économie chinoise dans

certains secteurs, les pratiques non commerciales de la Chine et leur impact sur les acteurs économiques américains, ainsi que le soutien apporté par certaines entreprises chinoises à l'effort de guerre russe en Ukraine. La réunion s'est conclue par un échange sur les perspectives macroéconomiques nationales et des discussions sur les domaines de coopération bilatérale, notamment les questions de dette et les défis de financement dans les économies émergentes et en développement.

Brèves

- Le 23 septembre, l'ancien Président D. Trump a [affirmé](#) qu'il imposerait un droit de douane de 200 % sur toute entreprise américaine souhaitant délocaliser sa production au Mexique, si ce projet de délocalisation était mené à son terme. L'entreprise américaine fabricante de matériel agricole John Deere avait [annoncé](#) le licenciement d'environ 600 employés dans le Midwest et l'augmentation de sa capacité de production au Mexique.
- Le 23 septembre, l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a [établi](#), à la demande de la Chine, le groupe spécial pour évaluer la conformité de certains crédits d'impôt de l'IRA au droit de l'OMC. L'UE (aux côtés de 17 autres membres de l'OMC) a fait valoir son droit de tierce partie pour participer à la procédure du groupe spécial. Pour rappel, la Chine vise ici cinq crédits d'impôt établis ou renforcés dans le cadre de l'IRA (un pour les véhicules électriques et quatre pour les énergies renouvelables). Le 26 juillet, les États-Unis s'étaient [opposés](#) à la première demande de la Chine visant l'établissement d'un panel [voir [Brèves sectorielles du 23 août 2024](#)].
- Le 23 septembre, les ministres des 14 pays membres du Cadre économique indopacifique pour la prospérité (IPEF) ont [tenu](#) une réunion ministérielle virtuelle pour saluer l'entrée en vigueur prochaine des accords conclus pour deux piliers, ceux relatifs à l'économie propre et à l'économie juste, et de l'accord IPEF, ainsi que pour passer en revue les travaux récents réalisés.
- Le 24 septembre, la Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai a [rencontré](#) l'Ambassadrice de l'Union européenne aux États-Unis, Jovita Neliupšienė. Elles ont évoqué la coopération entre les États-Unis et l'Union européenne pour contrer la coercition économique, pour diversifier leurs chaînes d'approvisionnement, ainsi que des moyens d'aborder les politiques et pratiques non marchandes de la République populaire de Chine (RPC). Elles ont également évoqué les travaux en cours du Conseil du commerce et de la technologie (TTC), des travaux du U.S.-EU Large Civil Aircraft Working Group (LCAWG), du commerce et du climat, ainsi que des priorités communes au sein de l'OMC.

- Le 25 septembre, la Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai a [rencontré](#) le secrétaire d'État allemand aux Affaires internationales et européennes et sherpa du G7/G20, Jörg Kukies. Ils ont notamment échangé sur les moyens d'aborder les politiques et pratiques non marchandes de la République populaire de Chine (RPC) et les surcapacités dans les secteurs de l'acier et de l'aluminium. Cette rencontre était aussi l'occasion d'évoquer l'application potentielle de droits compensatoires par l'Union européenne sur les véhicules électriques fabriqués en Chine.
- Le 24 septembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) cinq citoyens colombiens et deux citoyens mexicains accusés de contribuer aux activités du groupe de narcotrafic mexicain Clan del Golfo.
- Le 25 septembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) un réseau d'entités et de navires accusés de prendre part à l'acheminement de pétrole iranien, en violation des sanctions en vigueur.
- Le 25 septembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) l'ancien membre du parlement haïtien Prophane Victor, accusé de soutenir des activités de narcotrafic et d'abus de droits humains à Haïti.
- Le 26 septembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) deux entités menant des activités d'échange de cryptomonnaie basées à Saint-Vincent et les Grenadines et accusées d'opérer en Russie. Le FinCEN a concomitamment [publié](#) une notice soulignant le rôle de la société russe PM2BTC dans des activités de blanchiment d'argent.

Climat – énergie – environnement

3. La Maison-Blanche annonce une feuille de route avec l'Inde sur les chaînes d'approvisionnement en énergie propre

La Maison-Blanche a [annoncé](#) le 21 septembre le renforcement et l'élargissement des relations bilatérales entre les États-Unis et l'Inde sur la question des chaînes d'approvisionnement pour les énergies propres, en particulier en pays tiers. Cette annonce s'inscrit notamment dans la suite des initiatives lancées lors de la visite du Premier ministre indien aux États-Unis en 2023 et du Partenariat stratégique bilatéral dans les énergies propres (Strategic Clean Energy Partnership).

Les États-Unis et l'Inde annoncent travailler à débloquer 1 Md\$ de nouveaux financements multilatéraux par l'intermédiaire de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pour des projets qui visent notamment à catalyser la mise en place de la chaîne d'approvisionnement nationale en énergie propre de l'Inde. Le financement pourrait soutenir l'expansion des capacités

de production dans des secteurs technologiques clefs, en se concentrant sur les chaînes d'approvisionnement des climatiseurs et ventilateurs de plafond à haut rendement et des systèmes solaires, éoliens, de batteries et de réseaux d'énergie.

Les deux parties indiquent leur intention de travailler avec les agences gouvernementales concernées, la société civile, les secteurs privés américain et indien, les organisations philanthropiques et les banques multilatérales de développement pour identifier un ensemble de projets pilotes dans la chaîne de valeur de l'énergie propre qui répondent à leurs critères d'éligibilité et contribuent de manière significative à l'expansion et à la diversification de la chaîne d'approvisionnement dans les secteurs identifiés.

Les deux parties s'engagent également à travailler avec les leaders de l'industrie pour :

- Identifier les opportunités d'investissement à court terme afin d'augmenter la capacité de production pour des segments spécifiques de la chaîne d'approvisionnement en énergie propre ;
- Identifier les opportunités dans les segments de la chaîne d'approvisionnement susmentionnés et soutenir un ensemble initial de projets pilotes, comprenant idéalement un projet axé sur le déploiement de l'énergie propre en Afrique ;
- Établir des relations trilatérales avec des partenaires africains qui ont pris des engagements politiques en faveur du déploiement d'énergies propres, en se concentrant sur l'énergie solaire et le stockage en batterie. La Maison-Blanche précise que l'US International Development Finance Corporation (DFC) et l'Agency for International Development (USAID) soutiennent cet effort en collaborant avec l'Alliance solaire internationale, basée en Inde, pour déployer des réseaux de recharge solaire et de véhicules électriques à proximité des établissements de santé en Afrique ;
- Identifier les politiques qui fiabiliseront une demande de technologies propres fabriquées localement.

Brèves

- L'Agence américaine d'information sur l'énergie (USEIA) a [indiqué](#) le 24 septembre que les États-Unis étaient le premier exportateur mondial d'essence (essence finie et composants de mélange d'essence), fournissant plus de 16 % des exportations mondiales totales. En 2023, les exportations américaines d'essence automobile s'élevaient en moyenne à 900 000 barils par jour (b/j), soit environ 10 % de la consommation intérieure. La consommation d'essence automobile en 2023 est restée stable par rapport à 2010 (et inférieure de 0,4 Mb/j à son pic de 2018). La capacité de raffinage a quant à elle poursuivi sa hausse, ce qui a permis d'augmenter la quantité d'essence disponible à l'exportation.

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 20 septembre un investissement de 3 Md\$ pour une sélection de 25 projets dans 14 États afin de stimuler la production nationale de batteries avancées et de matériaux pour batteries. Selon le DoE, ces projets devraient soutenir plus de 8 000 emplois dans le secteur de la construction et plus de 4 000 emplois pour l'exploitation. Administrés par l'Office of Manufacturing and Energy Supply Chains (MESCC) du DoE, les projets sélectionnés permettront de moderniser, d'agrandir et de construire de nouvelles installations nationales pour les minéraux critiques transformés en batteries, les composants de batteries, la fabrication de batteries et le recyclage. Le communiqué précise que cet investissement s'inscrit dans un effort global de 16 Md\$ pour la fabrication et le recyclage des batteries.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 25 septembre le lancement d'un projet pilote pour mesurer l'intensité en gaz à effet de serre (GES) de certains produits industriels. Pour cela, la « White House Task Force on Climate, Trade, and Industrial Competitiveness » cherche à travailler avec le Congrès, les parties prenantes et les partenaires commerciaux pour développer des outils et des approches de mesure de l'intensité des GES. Le DoE soutiendra ce travail en combinant des données provenant de sources existantes concernant la production américaine.

Transport et infrastructure

4. Le GAO appelle la FAA à améliorer et à accélérer le processus de modernisation des systèmes de contrôle du trafic aérien

Le 23 septembre, le GAO (Government Accountability Office), une agence relevant du Congrès, a [publié](#) un rapport concernant l'état actuel et le processus de modernisation en cours des systèmes de contrôle du trafic aérien (ATC) exploités par la FAA.

Suite à la panne générale de son système NOTAM survenue le 11 janvier 2023, la FAA avait produit la même année un audit sur l'ensemble de ses systèmes ATC, utilisés notamment pour assurer le suivi de la météo, le guidage de la navigation aérienne, la surveillance du trafic ou encore la gestion des communications. Selon cet audit, relayé dans le rapport du GAO, sur les 138 systèmes ATC dénombrés à travers le pays, 51 sont jugés « insoutenables » (*unsustainable*) et 54 sont jugés « potentiellement insoutenables » (*potentially unsustainable*), du fait par exemple de carences en termes de financement ou de disponibilité de pièces de rechange en cas de défaillance. Sur ces 105 systèmes présentant des problèmes de soutenabilité, 58 sont décrits comme posant « des enjeux de niveau 'critique' au plan opérationnel sur la sécurité et l'efficacité de l'espace aérien national ».

Dans son rapport, le GAO pointe la lenteur de la progression, le défaut de supervision et le manque de rapportage au Congrès de la FAA dans l'exécution des multiples programmes de financement engagés pour la modernisation de ses systèmes, particulièrement les plus critiques. Selon le GAO, à la date de mai 2024, 17 systèmes seraient « particulièrement préoccupants » (*especially concerning*), d'autant plus que 4 de ces systèmes ne font l'objet d'aucun programme d'investissement, tandis que, s'agissant des 13 autres couverts par un tel programme, leur modernisation ne s'achèvera pas avant au moins 6 ans, voire 10 ou 13 ans pour certains systèmes.

Le GAO conclut son rapport en formulant une série de recommandations à l'intention de l'Administrateur de la FAA pour remédier aux carences mentionnées.

Brèves

- Le Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) le 24 septembre l'attribution d'un financement de recherche de 5 M\$ au bénéfice du Center for Advanced Infrastructure and Transportation (CAIT) de l'Université Rutgers (New Jersey), pour développer des matériaux de construction durables innovants, tels que l'acier et le ciment bas-carbone. Le CAIT associe plusieurs acteurs privés de l'industrie de l'acier et du ciment (Lafarge Holcim US, Seattle TMS International, Nucor Steel Berkeley, Edward C. Levy & Company, Slag Cement Association), aux côtés d'autres institutions académiques (New Jersey Institute of Technology, Université d'État de l'Oregon, Université de Floride). Le Secrétaire aux Transports P. Buttigieg a déclaré qu'il s'agissait, à travers ce financement et ce partenariat de recherche, de « s'assurer que l'infrastructure de transport est plus résiliente, plus durable et fabriquée en Amérique ».

Industrie

5. Qualcomm a approché Intel dans l'optique d'une prise de contrôle

Selon des informations du Wall Street Journal, le groupe californien de design de semi-conducteurs Qualcomm aurait [approché](#) Intel dans l'optique d'un rachat. Le fondateur américain Intel, dont la valeur de marché a baissé de près de 70 % en 3 ans, fait face à de nouvelles difficultés qui l'ont conduit la semaine dernière à reporter la construction d'usines en Europe [cf. [Brèves sectorielles du 20 septembre 2024](#)]. Cette annonce a été [accueillie](#) avec scepticisme par les experts du secteur, qui s'interrogent quant à la capacité de Qualcomm à financer une telle opération et à la conformité de l'opération aux règles antitrust tant américaines que chinoises (en lien avec la présence d'usines Intel en Chine).

Brèves

- Le 23 septembre, la Chambre des représentants a voté largement en faveur du Building Chips in America Act, qui avait été adoptée fin 2023 par le Sénat. Cette proposition de loi permettra aux projets de construction d'usines de semiconducteurs lancés avant 2025 d'échapper à certaines évaluations environnementales prévues par la loi environnementale NEPA afin d'accélérer les procédures.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. L'USDA investit 466,5 M\$ dans l'aide alimentaire et les projets de développement agricole à l'international

Le Secrétaire américain à l'Agriculture T. Vilsack a [annoncé](#) le 24 septembre, que l'USDA investira 466,5 M\$ pour accroître la sécurité alimentaire mondiale à travers deux principaux programmes.

D'une part, l'USDA alloue 248 M\$ au programme McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition, sur l'exercice 2024, pour soutenir des projets dans neuf pays visant à la fourniture de repas scolaires, mais aussi à l'alphabétisation et à l'éducation primaire, en particulier pour les filles. D'autre part, par le biais du programme Food for Progress, l'USDA fournira 218,5 M\$ pour aider sept pays à renforcer leur système agricole, à adopter des technologies intelligentes face au changement climatique, à augmenter durablement la productivité et à développer le commerce international.

Au titre de ces deux programmes, l'USDA achète des produits cultivés aux États-Unis et les fournit aux organisations chargées de la mise en œuvre, notamment le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM). À travers le programme McGovern-Dole, les États-Unis sont le plus grand donateur aux programmes mondiaux d'alimentation scolaire, en fournissant plus de 37 000 tonnes de produits de base américains, au bénéfice d'environ 1,2 million d'enfants dans plus de 2 800 écoles maternelles et primaires. Le programme Food for Progress aura, quant à lui, recours à 315 000 tonnes de produits de base américains, devant bénéficier à terme à près de 200 000 agriculteurs au Bénin, au Cambodge, à Madagascar, au Rwanda, au Sri Lanka, en Tanzanie et en Tunisie.

Brèves

- L'inquiétude [grandit](#) chez les éleveurs laitiers de Californie du fait de l'expansion de la grippe aviaire. 34 troupeaux laitiers californiens ont été infectés par le virus H5N1, alors que l'État en était indemne jusqu'à fin août. La Californie est le premier

État américain laitier, produisant 18 millions de tonnes de lait par an. 1 100 élevages y sont implantés, dont 90 % sont concentrés dans la vallée de San Joaquin. Les troupeaux infectés sont mis en quarantaine, avec arrêt de la production et des dépistages sont alors menés dans les fermes alentours.

Numérique et innovation

7. La FTC poursuit cinq entreprises pour pratiques trompeuses dans le cadre de l'initiative Operation AI Comply

Le 26 septembre, la Federal Trade Commission (FTC) a [annoncé](#) le lancement de procédures à l'encontre de cinq entreprises dans le cadre de son initiative Operation AI Comply, visant à lutter contre les pratiques trompeuses dans l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA). L'action de la FTC a notamment visé l'entreprise DoNotPay, qui commercialisait un « avocat robot » utilisant l'IA, et Rytr, un outil génératif d'IA utilisé pour rédiger des avis clients fictifs. D'autres sociétés, telles qu'Ascend Ecom et FBA Machine, promettaient à leurs utilisateurs de générer des revenus substantiels *via* des boutiques en ligne assistées par IA, mais ont entraîné des pertes financières estimées à 41 M\$ pour leurs clients. En réponse, la FTC a imposé des amendes et ordonné des mesures correctives, notamment l'interdiction de promouvoir des services générant des avis fictifs et des promesses irréalistes de gains financiers.

8. Sam Altman, PDG d'Open AI, annonce l'arrivée de la « superintelligence » dans « quelques milliers de jours »

Dans un billet [publié](#) le 23 septembre sur son blog personnel, Sam Altman, PDG d'Open AI, affirme que la « superintelligence » – une IA capable de surpasser l'intelligence humaine – pourrait être atteinte dans « quelques milliers de jours ». Il décrit cette avancée comme le prochain grand tournant technologique (l'Intelligence Age), permettant l'utilisation de l'IA pour accomplir des tâches aujourd'hui inaccessibles, telles que la résolution de la crise climatique. Pour S. Altman, le succès de cette vision repose sur trois piliers essentiels : (i) l'apprentissage profond (*deep-learning*), (ii) l'augmentation des capacités de calcul et (iii) l'accès à de vastes ensembles de données, qui permettront à l'IA de se développer de manière exponentielle.

Brèves

- Lors de la conférence Meta Connect 2024, Meta a [dévoilé](#) le Meta Quest 3S, un casque de réalité virtuelle à prix réduit, ainsi que les lunettes de réalité augmentée Orion AR. Le PDG de Meta, Mark Zuckerberg, a également présenté de nouvelles fonctionnalités IA pour ses produits, dont un assistant vocal personnalisable avec des voix de célébrités. Meta a aussi annoncé Llama 3.2, une nouvelle version de son modèle d'IA

généraliste, affichant des performances améliorées pour le traitement et la génération d'images et de données.

- Plusieurs cadres d'OpenAI, dont Mira Murati (CTO), Bob McGrew (directeur de la recherche) et Barret Zoph (VP de la recherche), ont [annoncé](#) leur départ pour des projets personnels. Ces démissions interviennent alors qu'OpenAI envisage de passer, [selon la presse](#), d'une structure à but non lucratif à une entreprise à but lucratif, tout en restructurant sa gouvernance.
- Le 24 septembre, lors d'une audience au Congrès, Adam Meyers, cadre de CrowdStrike, a [présenté](#) des excuses pour la mise à jour défectueuse ayant causé une panne mondiale affectant 8,5 M de systèmes en juillet 2024. CrowdStrike a annoncé avoir mis en place des mesures correctives, renforçant les contrôles et les processus de validation des mises à jour.
- Anthropic, une entreprise d'IA, [est](#) en discussions avec des investisseurs pour lever des fonds. Le montant, encore inconnu, pourrait hypothétiquement porter sa valorisation à 40 Md\$, soit le double de celle retenue lors de son précédent cycle de financement.
- Scale AI, fournisseur de données d'entraînement pour les modèles d'IA, a [quadruplé](#) ses ventes au premier semestre 2024, à 400 M\$.
- Le 27 septembre, X (anciennement Twitter) a [publié](#) son premier rapport de transparence depuis son acquisition par Elon Musk. Au cours du premier semestre 2024, la plateforme a reçu plus de 224 M signalements pour des violations, telles que des comportements haineux. En conséquence, X a suspendu environ 5,3 M de comptes.

Santé

Brèves

- Le 17 septembre, la Health Resources & Services Administration (HRSA), agence chargée d'assurer l'accès aux soins pour les personnes non assurées et vulnérables, a [adressé](#) une lettre à l'entreprise pharmaceutique Johnson & Johnson (J&J), l'exhortant à mettre fin avant le 30 septembre prochain à un programme non autorisé de rabais que J&J entendait appliquer sur certains médicaments.
- Le 20 septembre, l'entreprise de dispositifs médicaux Stryker, basée dans le Michigan, a [annoncé](#) son acquisition de NICO Corporation, société basée dans l'Indiana, qui propose des solutions chirurgicales peu invasives pour les interventions sur les tumeurs et les hémorragies intracérébrales.

- Le 20 septembre, la Federal Trade Commission (FTC) a [lancé](#) une action contre les trois plus grands gestionnaires d'assurances de médicaments (*prescription drug managers*, PBMs) américains, Caremark Rx, Express Scripts et OptumRx, en raison de pratiques anticoncurrentielles et déloyales qui auraient artificiellement gonflé les prix de traitements à base d'insuline.
- Le 24 septembre, lors d'une audition du CEO de l'entreprise pharmaceutique Novo Nordisk par la commission sur la Santé du Sénat, le président de cette dernière, Bernie Sanders (I-Vermont) a [exprimé](#) de vives critiques à l'égard de la firme danoise, remarquant que les traitements antidiabétiques qu'elle développait, tels que l'Ozempic et le Wegovy, étaient vendus à un prix plus élevé aux États-Unis que dans d'autres pays.
- Le 25 septembre, l'entreprise américaine de dispositifs médicaux Medtronic a [annoncé](#) avoir conclu un partenariat avec l'entreprise coréenne Siemens Healthineers afin d'explorer les possibilités d'élargir davantage l'offre de technologies avancées d'imagerie pré- et post-opératoire de la colonne vertébrale.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)